

La réforme de l'assurance-chômage a pour effet d'augmenter les primes et de faire payer aux chômeurs leur propre recyclage. Il ne convient pas d'exiger des pauvres et des chômeurs qu'ils financent les programmes de recyclage qui relèvent du gouvernement fédéral.

Le gouvernement conservateur a promis de nombreux programmes de formation à ceux qui perdent leur emploi par suite de l'Accord de libre-échange. Ces promesses se sont évanouies en fumée. Le gouvernement a décidé, à la place, de financer les programmes en faisant payer ceux qui n'en ont pas les moyens.

La nouvelle taxe de vente fédérale n'est guère nationale. Le gouvernement n'a pas réussi à s'entendre avec les autres provinces. En 1991, il va donc faire cavalier seul. Cette taxe va s'appliquer aux coupes de cheveux, au nettoyage à sec et à toutes sortes de produits auparavant exonérés. Elle va s'appliquer aux transports, ce qui en fait une taxe sur la distance. Les habitants de l'île sont éloignés de la grande activité économique du Canada central. Le gouvernement les pénalise à cause de leur situation géographique.

En conclusion, j'espère que le gouvernement va se rendre compte de la sévérité du budget et reconnaître qu'il impose aux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard un fardeau insupportable et injustifié.

M. le vice-président: Pour des questions ou des observations, le ministre d'État chargé des Finances.

M. Loiselle: Je tiens à dire à la députée de Malpèque (M^{me} Callbeck) que je ne partage pas son pessimisme au sujet du budget et qu'elle finira bien par reconnaître que c'est un très bon budget. Le gouvernement n'a jamais caché que son budget est à la fois rigoureux et contraignant, et je suis d'accord là-dessus avec la députée.

La députée conviendra sans doute avec moi que le Canada se trouve dans une situation très difficile et très périlleuse à laquelle il faut s'attaquer. À certains égards, quand j'entends les propos de l'opposition qui annoncent l'abomination et la désolation, je songe à ceux qu'elle tenait également il y a quatre ans lorsque le gouvernement Mulroney a présenté son premier budget. Elle disait que le Canada allait connaître la récession. La députée de Malpèque conviendra sûrement avec moi que bien loin de connaître la récession, le Canada a connu une période extraordinaire de progrès économique et de création d'emplois. Je mets la députée au défi de soulever de nouveau cet aspect au cours des prochaines an-

Le budget—Mme Callbeck

nées. Elle verra que sa province n'a pas été aussi touchée qu'elle a tenté de nous le dire ce matin.

J'aimerais rappeler à la députée que dans le cadre de tous les programmes dont elle a parlé, notamment les programmes de péréquation et de développement régional, les provinces vont toucher plus d'argent que par le passé. Voilà pourquoi j'ai du mal à comprendre comment le budget pourrait avoir les conséquences très néfastes dont elle a parlé. La pire chose qui puisse arriver à l'Île-du-Prince-Édouard et aux autres provinces surviendrait si nous ne nous appliquions pas à nous tirer du très sérieux pétrin où nous nous trouvons à l'heure actuelle. Nous sommes convaincus que les mesures que nous mettons en oeuvre vont entraîner la baisse des taux d'intérêt, diminuer la pression inflationniste et créer avant longtemps des conditions dont tout le Canada, y compris l'Île-du-Prince-Édouard, bénéficiera.

Si aucune des coupes nécessaires que nous avons effectuées, n'a l'heur de plaire à la députée, qu'elle veuille bien nous dire quel genre de programmes nous devrions réduire afin de nous attaquer au déficit et à la dette nationale.

Mme Callbeck: Je sais gré au député de sa question. Je me suis appliquée à démontrer que si mes concitoyens de l'Île-du-Prince-Édouard estiment ce budget injuste, c'est qu'ils seront appelés à assumer une part trop grande et injustifiée du fardeau.

Ces insulaires ont indubitablement le sens de l'équité. Ils sont tout à fait disposés à faire leur part en tant que Canadiens afin d'aider le gouvernement à atteindre les objectifs nationaux, serait-ce celui de réduire le déficit. Ce que je dis, c'est qu'ils trouvent la note à payer trop forte. Plus ces insulaires réfléchissent au budget, plus ils se rendent compte qu'ils devront payer plus que leur juste part. Voilà ce qu'ils trouvent intolérable.

M. le vice-président: Questions et commentaires. Le député de Mississauga-Sud a la parole.

M. Blenkarn: J'ai écouté le discours de la députée de Malpèque (M^{me} Callbeck) avec beaucoup d'intérêt. Je voulais connaître sa position sur deux ou trois sujets qui revêtent une certaine importance pour le développement économique de sa province. Comme le sait la députée, on a proposé de construire une liaison permanente qui serait très profitable à l'industrie touristique. Sa province semble toutefois un peu réticente, même s'il est question que le projet soit financé par le secteur privé, avec l'aide du gouvernement.